



## Conférence de presse du comité « Non à l'initiative sur l'élevage intensif » du 13 juin 2022

### Mon gagne-pain est en jeu

*Discours de Fabienne Wyder, éleveuse de porcs, Büren an der Aare (seul le texte prononcé fait foi)*

Madame, Monsieur,

Si je suis là aujourd'hui, c'est parce que l'initiative sur l'élevage intensif remet en question mon exploitation, c'est-à-dire ma sécurité économique. Mais je parle aussi au nom de mes collègues éleveurs de porcs, de volailles ou d'autres animaux et, en fin de compte, au nom de toutes les familles paysannes.

Mon mari et moi gérons une petite exploitation de 16 hectares à Büren an der Aare. Nous pouvons en vivre uniquement parce que nous nous sommes spécialisés dans la production porcine nucléus et que nous pouvons nous passer d'employés. En d'autres termes, nous produisons en premier lieu des truies mères et des verrats pour d'autres exploitations. Nous engraissons les autres animaux sur notre domaine. Nous disposons de 56 truies mères et de 700 porcs au total. Comme nous sommes seuls, nous nous occupons de nos animaux sept jours sur sept. Et nous nous en occupons bien, car c'est grâce à eux que nous pouvons vivre. Nous accordons beaucoup d'importance au bien-être de nos porcs. Tout commence par des bêtes en bonne santé et une bonne alimentation, que nous produisons en partie sur notre exploitation. Dans cette alimentation, nous utilisons des sous-produits issus de la fabrication du fromage et contribuons ainsi à réduire le gaspillage alimentaire. Le respect de toutes les prescriptions fait l'objet de contrôles réguliers et inopinés de la part du service vétérinaire et de la Protection Suisse des Animaux.

Comparée à ce qui se trouve à l'étranger, notre exploitation est très petite. Par ailleurs, la Suisse est le seul pays au monde à limiter le nombre d'animaux par exploitation : nous pouvons élever au maximum 250 truies mères ou 1500 porcs à l'engrais. Nos truies mères peuvent se déplacer en toute liberté avec leurs petits, et ceux-ci ont un endroit où se réfugier. Mais même nous ne remplissons pas les conditions que pose l'initiative sur l'élevage intensif. En effet, celle-ci demande un élevage conforme aux normes de Bio Suisse. Concrètement, il faudrait des porcheries beaucoup plus grandes pour le même nombre d'animaux, à l'intérieur comme à l'extérieur, des sorties même pendant la période d'allaitement, ainsi que des zones de pâturage et de fouissement. Pas moins de 95 % des exploitations élevant des truies reproductrices devraient être entièrement restructurées. Dans de nombreux cas, de tels travaux seraient impossibles, soit parce que les conditions locales ne le permettent pas, soit parce qu'il n'y a pas de terrain prévu à cet effet. Le coût de la viande de porc exploserait alors.

Un mot encore sur le délai transitoire de 25 ans. Une telle période peut sembler longue, mais en fait, elle s'applique au lendemain de la votation. À partir de là, je dois réaménager ma porcherie. En effet, il faut compter 25 ans pour amortir des investissements aussi importants.

Avec l'initiative, 100 % de la viande de porc serait conforme aux normes bio dans l'élevage. Ce mode de production représente aujourd'hui 2 % du marché de la viande (part des porcs bio). Notre production ne correspondrait plus du tout à la demande. Nous, les éleveurs de porcs, produisons déjà deux fois plus de viande sous label que nous pouvons en vendre. Ce ne sont donc pas les producteurs qui freinent le secteur. Et pourtant, l'initiative sur l'élevage intensif ne vise que nous, les éleveurs. Cet acharnement me préoccupe beaucoup. Pour préserver le gagne-pain des éleveurs en Suisse, j'espère un non clair.

Je vous remercie de votre attention et de m'avoir permis d'exprimer mon état d'àme.